

Engagement #2 : Développement d'une archive collaborative, Open Terms Archive

<p>Date de début et de fin de l'engagement</p> <p>Septembre 2020 – Décembre 2023</p> <p>Agence / acteur d'exécution principal</p> <p>Ambassadeur pour le numérique</p>
--

Description de l'engagement

Quel est le problème public que l'engagement réglera ?

Les principes fondateurs d'Internet sont menacés par les stratégies hégémoniques de certains acteurs privés et Etats. L'Internet doit être libre, ouvert, unique et sûr pour permettre l'émancipation des utilisateurs, le respect de leurs droits et une concurrence saine nécessaire au développement économique de tous les acteurs.

Par conséquent, les utilisateurs de l'espace numérique sont aujourd'hui dans une situation asymétrique avec les fournisseurs de services en ligne, et parfois même avec les Etats. Par exemple, les conditions générales d'utilisation (CGU), contrat auquel l'utilisateur est obligé de souscrire, sont longues, techniques et peuvent évoluer au fil du temps. La relation contractuelle est alors régulièrement modifiée de façon unilatérale.

L'engagement doit permettre de créer un outil collaboratif pour aider le régulateur, le législateur et l'ensemble de la société à suivre l'évolution des CGU pour mieux appréhender les efforts de mise en conformité des plateformes et améliorer leur régulation.

Quel est l'engagement ?

Développer une archive collaborative, Open Terms Archive, pour suivre l'évolution des CGU des grands fournisseurs de services en ligne. D'autres usages pourront être construits à partir de ce commun numérique.

Comment l'engagement contribuera-t-il à résoudre le problème public ?

Comme le rappelle le rapport d'information sur les géants du numérique du 2 juin 2021 déposé par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, les communs numériques se caractérisent par une gestion collective et par le partage des ressources créées ou mises à disposition. Ils s'appuient sur une intelligence et une collaboration collectives.

- Open Terms Archive, commun numérique développé par une start-up d'Etat placée sous la responsabilité de l'Ambassadeur pour le numérique, est un outil libre et ouvert de suivi et d'archivage des évolutions des conditions générales d'utilisation (CGU) des principaux fournisseurs de services en ligne.

- L'équipe de l'Ambassadeur pour le numérique est chargée de développer l'outil, de créer de nouveaux usages, de mobiliser une communauté de contributeurs, et de promouvoir leur utilisation.
- Cet outil et les usages associés permettront de mieux réguler les plateformes du numérique, grâce à un suivi précis des modifications de leurs CGU. Dans les mains des autorités publiques ou de la société civile, Open Terms Archive participera à rééquilibrer l'asymétrie de la relation avec les fournisseurs de services en ligne.

Pourquoi cet engagement est-il pertinent pour les valeurs de l'OGP ? •

Open Terms Archive est ouvert à la contribution – et par conséquent à la gouvernance – de la société civile. Cet engagement améliore la participation citoyenne.

Open Terms Archive permet de créer des usages à partir des CGU des grandes entreprises de services en ligne. L'outil améliore l'accessibilité de l'information et le droit à l'information du public. Il est au service de la transparence.

Informations supplémentaires

Budget : 220 000 euros en 2021

- Dans la lignée du mouvement pour les logiciels libres qui a émergé à la fin des années 1980 et s'est développé depuis (Wikipédia, Mozilla, etc.).
- En lien avec la circulaire n°6264/SG du 27 avril 2021 du Premier Ministre relative à la politique publique de la donnée, des algorithmes et des codes sources, elle-même issue des recommandations du rapport Bothorel et des engagements du 5ème Comité Interministériel pour la Transformation Publique (CITP).
- En lien avec la stratégie normative européenne sur les services et les marchés numériques (Digital Services Act et Digital Market Act), qui vise à mieux protéger les consommateurs et leurs droits fondamentaux en ligne et rendront les marchés numériques plus équitables et plus ouverts pour chacun.

Jalons d'activités avec un livrable vérifiable

- Elargissement du nombre de CGU et du nombre de traductions de CGU dans Open Terms Archive – **Début Décembre 2020 puis amélioration continue**
- Construire de nouveaux usages à partir d'Open Terms Archive – **Début 16 février 2021 puis amélioration continue**
- Faire d'Open Terms Archive un outil de référence auprès des régulateurs - **Début 16 février 2021 puis amélioration continue**

Informations de contact

Nom de la personne responsable de l'agence d'exécution

Henri Verdier
Ambassadeur pour le numérique
henri.verdier@diplomatie.gouv.fr

Autres acteurs impliqués

Acteurs étatiques impliqués

- La Direction générale des entreprises (DGE), à travers le pôle d'expertise de la régulation du numérique (PEReN), contribue à l'outil en développant de nouvelles fonctionnalités, comme le suivi des images et des documents au format PDF.
- Autorité de la concurrence (intérêt manifesté)
- DGCCRF (intérêt manifesté)

OSC, secteur privé, multilatéraux, groupes de travail

- Toute personne issue de la société civile souhaitant participer à la consolidation d'Open Terms Archive ou construire des outils à partir de ce commun accessible à tous sur GitHub.
- L'association Terms of Service Didn't Read (ToSDR) avait développé un outil similaire, TOSBack et a ainsi transféré ses moyens et documents suivis depuis plusieurs années vers notre outil